

PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES,
DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'environnement

Installations classées pour la
protection de l'environnement

ARRETE

AUTORISATION

Exploitation d'un élevage de volailles
à ROUSSAY par l'E.A.R.L. DABIN

D3 - 93 - n° 357

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Officier de la Légion d'Honneur,**

VU, la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU, le décret du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

VU, le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi précitée ;

VU, l'arrêté ministériel du 1er mars 1993 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU, le récépissé de déclaration délivré le 22 août 1991 à M. le Gérant de l'E.A.R.L. DABIN pour l'exploitation d'un élevage de 5 000 dindes et 7 500 canards, au lieu-dit "Les Rabotières" à ROUSSAY ;

VU, la demande formulée par M. le Gérant de l'E.A.R.L. DABIN, demeurant au lieu-dit "Les Rabotières" à ROUSSAY, afin d'être autorisé à exploiter un élevage de 41 000 poulets et 9 000 canards à loger dans trois bâtiments existants et deux bâtiments à construire, à la même adresse (parcelles n° 712 et 721) ;

VU, les plans annexés au dossier ;

VU, l'arrêté d'enquête publique à laquelle il a été procédé du jeudi 7 janvier au samedi 6 février 1993 inclus sur la commune de ROUSSAY ;

VU, les certificats de publication et d'affichage ;

VU, les délibérations des conseils municipaux de ROUSSAY et MONTIGNE SUR MOINE ;

VU, le procès-verbal du commissaire enquêteur ;

.../...

VU, les avis de M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, de M. le Directeur départemental de l'équipement, de M. le Directeur du service départemental d'incendie et de secours et de M. le Chef de Centre de l'institut national des appellations d'origine ;

VU, le rapport de M. le Directeur départemental des services vétérinaires, inspecteur des installations classées, du 5 avril 1993 ;

VU, l'avis émis par le Conseil départemental d'Hygiène lors de sa séance du lundi 19 avril 1993 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

- A R R E T E -

Article 1er – M. le Gérant de l'E.A.R.L. DABIN, demeurant au lieu-dit "Les Rabotières" à ROUSSAY, est autorisé à exploiter un élevage de 41 000 poulets et 9 000 canards à loger dans trois bâtiments existants et deux bâtiments à construire, à la même adresse (parcelles n° 712 et 721).

Article 2 – Cet élevage constitue un établissement soumis à Autorisation rangé sous le n° 58.6° de la nomenclature.

Article 3 : Le présent arrêté abroge et remplace le récépissé délivré le 22 août 1991.

Article 4 : Pour la tenue de son établissement, l'exploitant doit se conformer aux prescriptions ci-après :

1° Implantation et distances

L'élevage est implanté conformément au plan joint à la demande d'autorisation.

Il comprend

- 3 bâtiments existants implantés sur la parcelle n° 712,
- 4 abris,
- 2 bâtiments à construire sur la parcelle n° 721.

Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance du Préfet avant leur réalisation.

L'ensemble des installations de stockage doit être réalisé avant la mise en service de l'élevage.

2° Capacité

La capacité maximale de l'élevage est de 41 000 poulets et 9 000 canards.

.../...

3° Mode d'exploitation

L'élevage est pratiqué sur paille.

Tout changement dans le mode d'exploitation doit être porté à la connaissance du Préfet.

4° Réseau pluvial

Les bâtiments sont munis de gouttières. Les eaux pluviales non polluées sont collectées par un réseau particulier. En aucun cas, ce réseau ne doit recevoir les eaux résiduelles des bâtiments ou de la plate-forme de lavage du matériel.

5° Stockage

Les murs et cloisons des poulaillers sont revêtus de matériaux imperméables, durs, résistants aux chocs et à surface lisse sur toute la hauteur susceptible d'être souillée assurant une étanchéité totale.

La pente des ouvrages d'évacuation des eaux résiduelles n'est pas inférieure à 2%.

A l'extérieur des bâtiments, l'écoulement à ciel ouvert des eaux résiduelles est interdit.

Les ouvrages de stockage doivent satisfaire aux prescriptions du présent paragraphe. Le stockage peut être fait exclusivement à l'intérieur des bâtiments pour les litières sèches.

Les ouvrages de stockage permettent de conserver les effluents pendant au moins quatre mois.

6° Réduction des émissions d'odeurs

Les litières et les fientes sont convenablement entretenues pour éviter le dégagement d'odeur et de poussières (adjonction éventuelle de superphosphate).

Les émissions d'odeurs provenant de l'élevage ne doivent pas constituer une source de nuisances pour le voisinage. Le système de ventilation est étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air vicié du bâtiment en direction des habitations des tiers.

7° Epannage

L'épandage est effectué conformément au plan d'épandage joint à la demande d'autorisation. Il est effectué sur une surface totale de 71 ha dont 41 ha mis à disposition par :

- M. GRIMAUT Charles - La Corbière - ROUSSAY 27 ha 966 8
- M. POILANE Jean-Camille - Les Douinières - LA RENAUDIERE 14 ha 966 9

Toute modification apportée à ce plan d'épandage doit être signalée à l'inspecteur des installations classées.

.../...

L'épandage des fumiers, des fientes et des lisiers est soumis aux prescriptions particulières suivantes :

- l'effluent est soumis à une épuration naturelle par le sol sur une surface suffisante,
- en aucun cas, la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers,
- à moins de 200 m des lieux de baignade,
- à moins de 35 m des cours d'eau,
- à moins de 100 m de toute habitation occupée par un tiers ou de tout local à usage professionnel,
- pendant les périodes où le sol est gelé,
- pendant les périodes de forte pluviosité,
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées.

Un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'épandage sans enfouissement est interdit à moins de 200 mètres de tout logement occupé par des tiers ou de tout local à usage professionnel.

Si l'enfouissement est immédiat, l'épandage peut être effectué à une distance moindre qui ne pourra pas cependant être inférieure à 50 mètres.

8° Sécurité incendie

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'établissement est muni d'extincteurs adaptés aux risques, permettant de combattre tout début d'incendie. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Il convient d'assurer, si elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie par deux poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre (norme NF S 61.213) piqués directement, sans passage par compteur ni by-pass (seul le compteur du type "proportionnel" est autorisé), sur une canalisation assurant un débit de 2 000 litres par minute, sous une pression dynamique d'1 bar, et implantés à 200 mètres au maximum par les voies praticables.

.../...

Dans la mesure où le réseau hydraulique ne permet pas l'alimentation d'un ou plusieurs poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre normalisés, la défense contre l'incendie doit être assurée par une réserve naturelle ou artificielle de 120 m³ conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

L'implantation de cette réserve doit être soumise pour avis aux services incendie et secours.

Il convient de mettre en place un éclairage de sécurité suivant les mesures fixées par l'arrêté du 10 novembre 1976 (Ministère du travail).

9° Hygiène

Les aliments destinés à la nourriture des volailles sont entreposés dans un local ou des silos réservés à cet usage.

Au niveau de l'établissement, il y a de l'eau sous pression en quantité suffisante. Le réseau d'eau publique doit être séparé du réseau privé neuf sauf s'il est mis en place un système agréé de type disconnecteur à zone de pression réduite, contrôlable sur l'installation d'alimentation en eau, afin d'éviter toute pollution du réseau public par l'eau du puits.

Toutes les parties de l'établissement, les ustensiles, les récipients et tous autres objets utilisés sont entretenus en bon état de propreté et d'entretien. Toutes les parties des bâtiments sont convenablement ventilées et aérées. La ventilation est assurée de façon statique et mécanique.

A la fin de chaque bande, les litières sont enlevées, les bâtiments sont nettoyés et désinfectés et un vide sanitaire est effectué.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire.

10° Bruit

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer un gêne pour sa sécurité. Il ne doit pas excéder les seuils fixés par l'instruction relative au bruit des installations classées.

11° Cadavres

Les animaux morts doivent être remis sans délai, ou après stockage par congélation, à un équarrisseur.

Article 5 – Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

.../...

Article 6 – Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs :

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent être régulièrement ordonnées dans ce but.

Article 7 – Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement doit faire l'objet d'une déclaration ou d'une demande d'autorisation préalable au Préfet qui, s'il y a lieu, ordonne une enquête.

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur doit en faire déclaration au Préfet dans le mois suivant la prise de possession.

Article 8 – L'administration peut prescrire à toute époque d'autres mesures qui sont jugées nécessaires pour garantir la sécurité publique.

Article 9 – Le présent arrêté cesse de produire son effet si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de trois ans ou si son exploitation est suspendue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 10 – La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée et n'est pas interrompu par un recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique).

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Article 11 – La présente autorisation ne dispense pas le pétitionnaire de solliciter en mairie la délivrance éventuelle du permis de construire.

Article 12 – Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de ROUSSAY et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par M. le Maire de ROUSSAY et envoyé à la Préfecture.

Une ampliation de l'arrêté est également adressée, pour information, à Mme le Maire de MONTIGNE SUR MOINE.

Article 13 – Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par mes soins et aux frais de M. le Gérant de l'E.A.R.L. DABIN dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

../...

Article 14 – Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la Préfecture et dans les mairies de ROUSSAY et MONTIGNE SUR MOINE.

Article 15 – Ampliation du présent arrêté est remise à M. le Gérant de l'E.A.R.L. DABIN avec un exemplaire des pièces du dossier dûment visées.

Article 16 – Conformément à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, si un rapport de l'inspection des installations classées constate l'inobservation des conditions imposées par le présent arrêté, une mise en demeure est adressée à l'exploitant, indépendamment des poursuites pénales qui sont engagées.

Si, à l'expiration du délai fixé pour l'exécution de l'arrêté de mise en demeure, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, l'activité de l'établissement peut être suspendue, après avis du Conseil départemental d'Hygiène, jusqu'à l'exécution des conditions imposées.

Article 17 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de CHOLET, M. le Maire de ROUSSAY, Mme le Maire de MONTIGNE SUR MOINE, MM. les Inspecteurs des installations classées et M. le Lieutenant-Colonel commandant le Groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 14 mai 1993

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Pierre SOUBELET

Pour ampliation
Le Chef de Bureau

Jean-René CHEDIN

